

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59609

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Londres où se concentrent soldats et services de l'US army – se traduit par une montée spectaculaire des maladies vénériennes dans la troupe américaine.

Juliet Gardiner nous fait vivre aussi la tension tragique des soldats américains engagés dans le combat loin des leurs en Europe. D'abord celle des aviateurs de la VIII<sup>e</sup> Air Force, engagés dans les grands raids sur l'Allemagne et l'Europe occupée dès l'été 1942. Plus tard, celle des soldats embarqués vers la côte normande et l'affrontement direct avec la Wehrmacht.

Ainsi, l'ouvrage fait-il toucher du doigt ce que la guerre au quotidien a pu causer de souffrances, d'incompréhensions, de frictions; mais aussi de contacts fructueux entre peuples, plus diffus mais non moins essentiels que les relations entre Etats.

Yves DURAND, Orléans

Ulrich POHLMANN, *Die Saarfrage und die Alliierten 1942–1948*, Frankfurt/M., Bern, New York (Peter Lang) 1993, 261 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe XXXI: Politikwissenschaft, 213).

Après la Seconde Guerre mondiale, Paris tente de gagner les Alliés à ses projets d'union économique, mais aussi en partie politique, entre la France et la Sarre. L'objet de cet ouvrage est d'étudier d'une part, les efforts diplomatiques déployés par la France en vue d'atteindre cet objectif et d'autre part, les plans des trois Grands à cet égard et leurs réactions, entre 1942 et 1948. C'est en effet dès 1942 qu'Américains et Britanniques s'intéressent à la question sarroise. En 1948, l'union économique et l'autonomie de la Sarre sont scellées par les accords économiques tripartites. La question sarroise devient alors essentiellement une affaire bilatérale franco-allemande et non plus interalliée.

Une première partie traite des plans alliés entre 1942 et 1945. Du côté français, le mois d'août 1945 marque la fin d'une première série d'études commencée en novembre 1944. Deux tendances se manifestent: l'une annexionniste préconisée par la direction des Affaires économiques du Quai d'Orsay, l'Association Française de la Sarre et le Mouvement pour la Libération de la Sarre; l'autre, assimilationniste préconisée par l'ancien consul Verdier et par la direction des Affaires politiques. Les »directives particulières concernant la Sarre« rédigées par cette dernière en août 1945 constituent la base doctrinale des revendications françaises. L'accent y est mis sur l'intégration économique et monétaire avec la France, ainsi que sur une politique d'assimilation »très poussée«, la question d'une intégration politique totale restant en suspens en vertu du droit des peuples à l'autodétermination. L'auteur note qu'à cette époque la question sarroise n'est pas au centre des préoccupations françaises concernant l'Allemagne, les éléments principaux étant la séparation de la Rhénanie et l'internationalisation de la Ruhr. Du côté allié, Roosevelt et Churchill se prononcent, durant la guerre, pour un règlement particulier de la question sarroise visant essentiellement à soustraire à l'Allemagne le contrôle de cette importante zone industrielle. Les études anglo-américaines restent somme toute vagues et le règlement de la question est repoussé à l'après-guerre.

Une seconde partie de l'ouvrage fait brièvement le point sur l'évolution intérieure de la Sarre des points de vue de la constitution de l'administration civile et militaire, de la vie politique, des aspects économiques (charbonnages et sidérurgie notamment).

La troisième partie, la plus importante, traite des négociations interalliées entre 1945 et 1948. L'initiative diplomatique revient à la France. La première note sarroise de Paris du 12 février 1946 fixe les revendications françaises: »aménagement« des limites frontalières du territoire afin de garantir »l'unité économique du bassin houiller«, prise de possession des mines par l'Etat français, union douanière et monétaire, distinction entre la Sarre et le restant de la Z. F. O., stationnement de troupes françaises, prise en charge par la France de la protection des ressortissants et des intérêts sarrois à l'étranger en attendant un statut définitif qui ne pourra

être déterminé qu'au moment du traité de paix. Dès juillet 1946, Paris envisage d'instaurer des mesures préliminaires en vue du rattachement économique.

L'auteur relate les négociations confidentielles bilatérales Bidault-Bevin et Bidault-Byrnes de septembre 1946 qui aboutissent au feu-vert des anglo-saxons. L'annonce des «mesures conservatoires» d'ordre économique et monétaire est faite au Conseil des ministres des Affaires étrangères de New York par Maurice Couve de Murville le 9 décembre 1946, elle est suivie de l'établissement, dans la nuit du 21 au 22 décembre, d'un cordon douanier français à la frontière Nord du territoire de la Sarre. Cette première étape franchie, on se préoccupe rapidement, au Quai d'Orsay, des prochaines mesures visant à parfaire l'unité économique. Le 4 janvier 1947 est créée une «Mission de coordination des études pour le rattachement économique de la Sarre» dirigée par Michel Debré. Ses travaux débouchent sur la seconde note sarroise du 10 avril 1947 présentée au CMAE de Moscou. Alors qu'à New York l'opposition soviétique s'était déjà manifestée, il devient évident à Moscou qu'un accord des Russes sur la Sarre s'avère impossible, Bidault n'étant pas disposé à acheter le oui de Molotov au moyen de concessions sur ses revendications relatives aux réparations. La «pilule amère» soviétique oblige la France à rechercher un accord à trois, c'est le «tripartite deal» proposé par Bidault à Bevin et Byrnes. Afin de lever les réserves anglo-américaines, Paris annonce des concessions sur les questions frontalières (le Gouvernement militaire avait modifié unilatéralement la frontière sarroise en intégrant dans le Territoire les cercles de Wadern et Saarbürg – décision n° 8 du général Koenig du 18 juillet 1946) et sur celle du pourcentage français des réparations tout en prenant des mesures visant à renforcer l'efficacité des «mesures conservatoires» comme par exemple l'introduction du Saarmark (juin 1947). L'adoption de la constitution sarroise (8 novembre 1947), l'introduction du franc (20 novembre 1947), l'entrée en fonction du premier gouvernement sarrois (20 décembre 1947), consacrent la réalisation du programme sarrois tel qu'il avait été exposé dans la note du 12 février 1946: union économique avec la France d'une Sarre autonome politiquement. L'accord des Anglais et des Américains est cependant provisoire: il est subordonné aux décisions qui seront prises par le traité de paix et cette clause est acceptée par le gouvernement français. Le CMAE de Londres en novembre-décembre 1947 confirme l'impossibilité d'un accord quadripartite. Dès la fin du conseil, les puissances occidentales entreprennent des négociations en vue d'un accord tripartite sur la Sarre qui font l'objet de la quatrième et dernière partie de l'ouvrage.

Le 22 janvier 1948, les Etats-Unis donnent leur accord au tracé frontalier rectifié; le 18 février, la valeur en réparations de la Sarre est fixée à 70 millions de Reichsmark (valeur 1938). Les deux hypothèques alliées sont levées. L'accord tripartite, conglomérat de quatre accords, est signé par les experts financiers des trois Gouvernements militaires occidentaux le 20 février 1948. Plutôt qu'un accord politique, il s'agit d'un accord technique visant à reconnaître de facto le rattachement économique de la Sarre à la France. L'achèvement de l'union économique se poursuit jusqu'au 3 mars 1950, date de la conclusion des conventions franco-sarroises.

Pour l'auteur, la politique sarroise de la France est un succès. La France est effectivement parvenue à réaliser toutes les clauses contenues dans les deux notes remises aux Alliés, même si cette réalisation revêt un caractère provisoire. C'est d'ailleurs ce caractère provisoire qui permet l'adhésion des Britanniques et des Américains constamment soucieux de ne pas créer de précédent à l'Ouest dont Moscou pourrait tirer prétexte pour une action unilatérale dans sa zone d'occupation. L'attitude positive des Gouvernements anglo-américains envers les plans sarrois de la France est dictée à la fois par la nécessité d'établir de bonnes relations avec Paris et de favoriser le redressement économique de la France. Ces derniers espèrent aussi qu'une attitude conciliante amènera la France à renoncer à ses exigences sur la Rhénanie et la Ruhr et à faciliter l'intégration de la Z. F. O. dans la bizonne, chose qui ne se réalisera qu'un an et demi après la signature des accords économiques tripartites.

Cette étude, basée essentiellement sur les archives des ministères français, anglais et américains des Affaires étrangères, montre l'interaction entre la question sarroise et les autres questions allemandes en suspens (Ruhr, Rhénanie, réparations). Elle fournit d'utiles éclaircissements sur les positions des Trois, notamment des Anglo-Américains, positions jusque là encore mal connues.

Claude LORENTZ, Strasbourg

Franz WALTER, Tobias DÜRR, Klaus SCHMIDTKE, *Die SPD in Sachsen und Thüringen zwischen Hochburg und Diaspora. Untersuchungen auf lokaler Ebene vom Kaiserreich bis zur Gegenwart*, Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 1993, 492 p.

L'idée est intéressante, que Franz Walter délimite dès l'introduction: étudier le déclin du parti social-démocrate allemand dans ces régions emblématiques de l'influence socialiste qu'ont été pour l'histoire du SPD la Saxe et la Thuringe. Le contraste est frappant entre les déconvenues qu'a subies ce parti à Chemnitz, Gera ou Dresden en 1990 et les espoirs que suscitaient chez lui, quelques semaines auparavant, le retour à sa zone d'influence électorale de ces deux berceaux du mouvement ouvrier. Le recul social-démocrate dans son ensemble se reflète dans un chiffre qui frappe l'imagination, la distance qui sépare les 80 % de suffrages réunis par August Bebel en 1867 des 4,6 % recueillis par ses héritiers au lendemain de la Réunification.

L'un des intérêts de ce livre réside dans l'importante documentation (papiers d'archives centrales et régionales<sup>1</sup>, presse) sur laquelle s'appuient les auteurs. On retiendra aussi l'attention qu'ils portent à la présence socialiste non seulement au plan parlementaire, municipal, etc., mais aussi dans le domaine de la vie associative, à la fois facteur d'influence et, plus tard, source de pesanteurs idéologiques – dont les contestataires de la ligne Ollenhauer, Erler, Wehner etc. auront l'occasion d'éprouver l'importance à l'Ouest dans les années 1950. L'étude de l'action des leaders se double, autant que possible, d'une approche de l'opinion de la base.

L'ouvrage accorde une large place à la période qui précède 1933; il rappelle aussi les éphémères aspirations unitaires à gauche d'un Hermann Brill ou d'un Rudolf Friedrichs, contrecarrées par l'Occupant soviétique avant que les socialistes eux-mêmes s'en détournent bientôt. Il montre enfin la rupture que constituent les années RDA: le parti social-démocrate qui renaît en 1989 ne se situe plus, à proprement parler, dans la tradition politique, culturelle, voire ouvrière, du SPD du début du siècle. Jusqu'à un certain point, la phase SED fait même du PDS un parti qui, aux yeux de certains, à l'Est, semble s'inscrire davantage dans la filiation socialiste.

L'économie générale de l'ouvrage souffre quelque peu de la juxtaposition d'études à caractère essentiellement local<sup>2</sup> – point auquel une autre forme de découpage, chronologique<sup>3</sup>, ou au moins une conclusion synthétique (englobant notamment certains éléments de la première partie) auraient probablement permis de porter remède. Ce qu'il perd en homogénéité, le livre le gagne par contre en précision et en vivacité. Mais pourquoi prendre pour référence, lorsqu'il s'agit de mettre en lumière le recul de l'emprise socialiste sur l'électorat, dès Weimar, les chiffres de l'année 1933, dont chacun sait combien ils sont dénués de signification véritable? Peut-on écrire, sans sembler méconnaître le contexte historique, que, dans les années 1933 à 1945, les socialistes ont »renoncé« à une résistance active dans les régions

1 Cf. Sources p. 479 sq.

2 Parties B, C, D.

3 Une telle structure, regroupant les études régionales par entités périodiques, aurait cependant impliqué une fusion des résultats des recherches de chacun et le renoncement à une présentation nominale des conclusions de chaque auteur.